



ONE-UN RWANDA

EN COLLABORATION AVEC

LE MINISTRE DES INFRASTRUCTURES DU RWANDA (MININFRA)

FORMATION TECHNIQUE SUR LE THEME :

**PLANIFICATION DE L'ENERGIE : LE LEAP (SYSTEME DE PLANIFICATION A
LONG TERME DES ENERGIES DE SUBSTITUTION) ET D'AUTRES APPROCHES
DEPLANIFICATION CONTEMPORAINES**

NOTE SUCCINCTE



1. Contexte et justification

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont donné le ton de la politique globale de développement pour la période 2000-2015. Il est désormais reconnu que la promotion des OMD nécessite une stratégie collatérale et une meilleure accessibilité de l'énergie. Le programme mondial de l'après-OMD est en cours de discussion, et la voix de l'Afrique a pris forme. Les efforts de l'Afrique visant à façonner le programme de développement de l'après-2015 sont centrés, entre autres, sur le fait de s'assurer que les ressources du continent sont exploitées de manière efficace afin de favoriser la transformation structurelle. L'énergie joue un rôle clé dans cette transformation structurelle, allégeant les contraintes qui pèsent sur les entreprises de production, notamment en matière de développement des ressources. L'Initiative sur l'énergie durable pour tous du Secrétaire général également donné une nouvelle dynamique aux interventions du secteur de l'énergie dans le but de promouvoir, comme son nom l'indique, de l'énergie durable pour tous.

Un défi majeur dans le secteur de l'énergie des Etats membres d'Afrique de l'Est a été l'insuffisance des capacités de *planification* pendant une grande partie de la période 1980 à 2000. La comparaison des capacités totales en matière d'électricité aujourd'hui avec l'accroissement des capacités depuis 2000 montre que les investissements ont été largement marginaux et que la dernière année d'investissement pour la plupart des pays remonte aux années 1990 et, dans de rares cas, aux années 1980. Pendant près de deux décennies, la planification énergétique a été insuffisante, et l'accroissement des capacités de production d'électricité n'a pas été proportionnel à la pression de la demande. Depuis l'année 2000, le retard de développement des capacités de production s'accompagne d'une demande croissante d'énergie, mettant ainsi la pression sur les planificateurs du secteur de l'énergie pour équilibrer la croissance de l'offre et les pressions de la demande, toutes deux entraînées par un ensemble de facteurs complexes de l'offre et de la demande.

Le secteur de l'énergie fait aujourd'hui face à de nouveaux enjeux et possibilités stratégiques, notamment le programme de l'accessibilité de l'énergie à tous, le programme visant à rendre l'énergie disponible à des fins de production, la problématique du changement climatique, l'objectif d'assurer une meilleure sécurité énergétique dans les filières électricité, pétrole et gaz, l'objectif du passage rapide de la bioénergie aux énergies alternatives, le commerce régional de l'énergie, et plus encore. *Par conséquent, les lacunes en matière de capacités de planification de l'énergie et les décisions d'investissement axées sur la planification dans le secteur de l'énergie figurent parmi les défis institutionnels essentiels du secteur énergétique suscités encore plus par les nouvelles priorités et exigences en matière de politique et d'investissement.*

La 17^e réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) du BSR-AEa eu lieu à Kampala, en Ouganda, en février 2013 sur le thème «Amélioration de l'accès à l'énergie et de la sécurité énergétique en Afrique de l'Est» et lors de cette rencontre, quatorze États membres ont exprimé l'urgence d'un appui dans le secteur de l'énergie pour soutenir la transformation économique. Les Etats membres ont en particulier appelé, entre autres, au *soutien du développement des capacités en matière de planification de l'énergie, qui est reconnu comme une lacune importante dans les institutions du secteur de l'énergie.*



Les États membres ont reconnu la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles internes sur la planification de l'énergie et ont demandé une initiative régionale de développement des capacités qui viendra compléter leurs efforts dans la poursuite des objectifs ambitieux de développement du secteur de l'énergie. *Le développement des capacités en matière de planification énergétique regroupera les questions de l'accès à l'énergie, l'amélioration de l'approvisionnement en énergie, la gestion de la demande d'énergie, la gestion de la sécurité énergétique, du commerce de l'énergie, du développement des ressources énergétiques et d'autres dimensions à travers l'utilisation de modèles actuels standards et d'outils d'analyse contemporains.*

La formation proposée vise à relier les experts du secteur de l'énergie de certains pays d'Afrique de l'Est avec l'outil de planification dit LEAP afin de renforcer leurs capacités de planification et d'analyse grâce à l'utilisation d'outils modernes et constituera une tribune de partage d'expériences. La formation sera offerte par le *Stockholm Environment Institute* (Institut de Stockholm pour l'environnement) sur l'outil de planification LEAP et permettra de dispenser une formation certifiée sur la base de la version 2014 du LEAP. Elle permettra également d'explorer d'autres outils de planification utilisés par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

2. Objectifs

Objectifs généraux

L'objectif global de ce programme de formation à l'intention des experts des ministères de l'Énergie des quatorze États membres d'Afrique de l'Est consiste à renforcer leurs capacités techniques en matière de planification de l'énergie pour être en mesure de combler les lacunes actuelles en matière de planification, d'intégrer les outils de planification sectorielle standards, d'acquérir une expérience technique des méthodes modernes de planification du secteur de l'énergie et d'apprendre à intégrer les enjeux contemporains, notamment le changement climatique, dans la planification du secteur de l'énergie.

Objectifs spécifiques

1. Acquisition, par les experts des États membres, de connaissances en matière de planification de l'énergie à partir d'une formation pratique sur le logiciel LEAP et d'autres outils utiles
2. Acquisition, par les experts des États membres, de connaissances sur les méthodes et approches de planification du secteur des énergies de substitution
3. Acquisition, par les experts des États membres, de connaissances en matière d'intégration d'enjeux contemporains tels que le changement climatique dans la planification du secteur de l'énergie
4. Enrichissement des experts des États membres grâce aux «expériences pays» basées sur l'utilisation d'outils de planification du secteur de l'énergie dans d'autres pays
5. Acquisition, par les experts, de connaissances sur l'évaluation de l'impact des politiques énergétiques sur le secteur de l'énergie grâce à l'application du LEAP.



3. Résultats escomptés

1. Acquisition de connaissances pointues en matière de planification de l'énergie par les experts des quatorze Etats membres, permettant ainsi de combler leurs lacunes en matière de capacité de planification énergétique.
2. Acquisition de connaissances par les experts participants en matière d'intégration des enjeux émergents, notamment le changement climatique, dans la planification du secteur de l'énergie.
3. Amélioration de la capacité des participants à évaluer l'impact des politiques énergétiques sur les résultats du secteur de l'énergie.

7. Participation

La formation réunira des experts du Rwanda et de certains Etats membres de la sous-région Afrique de l'Est, notamment le Burundi, la R.D. Congo, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, l'Ouganda et la Tanzanie.

8. Langues

La formation sera dispensée en anglais et l'interprétation sera assurée en langue française.

9. Lieu et dates

La formation se déroulera à Kigali, au Rwanda, du 29 septembre au 3 octobre 2014 à Hôtel Villa Portofino (anciennement Hôtel Casablanca).

10. Institutions partenaires pour la mise en œuvre

La mise en œuvre de la formation implique un certain nombre d'institutions collaboratrices, notamment OneUN Rwanda, le Ministre des Infrastructures du Rwanda, l'Institut de Stockholm pour l'environnement des Etats Unies et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables.